

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

ÉDITORIAL

Propagande patronale

A quelques semaines des élections fédérales, *Economiesuisse*, lobby des grandes entreprises, nous a gratifié d'une «étude scientifique» sur «qui finance l'Etat». Il en ressort que les entreprises et les 20% des revenus les plus élevés financeraient 57% des recettes publiques, assurances sociales comprises. Forte de ce constat, l'association patronale se plaint du haut degré de solidarité de la fiscalité suisse et de la «puissante machinerie redistributive» de l'Etat.

Ces affirmations sont largement exagérées. Premièrement, les milieux patronaux ont, comme par hasard, exclu de leur calcul l'assurance-maladie et le financement du deuxième pilier, qui tous les deux auraient montré que le système social est loin d'être aussi solidaire qu'ils le prétendent.

Deuxièmement, et c'était largement prévisible, l'étude passe complètement sous silence que les inégalités de revenus et de fortune se sont considérablement accentuées au cours des quinze dernières années. Selon les dernières statistiques des services de Hans-Rudolf Merz portant sur l'année 2003, 3.7% des contribuables concentraient 55% de la fortune en Suisse. Ces chiffres montrent bien les très fortes disparités de revenus et de fortune qui persistent et s'accroissent en Suisse. Dans une société, où les disparités de richesses sont aussi importantes, il est tout à fait normal que les plus aisés de la société contribuent dans une forte proportion au financement des prestations publiques.

Le seul objectif de ce genre de publication est d'influencer le débat actuel sur la fiscalité. Il ne fait guère de doute que l'étude d'*Economiesuisse* servira d'inspiration pour la droite lors de la prochaine législature pour encore alléger la fiscalité des plus riches et accentuer la concurrence fiscale entre les cantons qui ne bénéficient qu'aux mêmes personnes.

Réd.

CONFÉDÉRATION SUISSE



Conseil fédéral 03-07... après la formule magique, la soupe à la grimace?

DOSSIER: LÉGISLATURE 03-07

Un changement nécessaire

La législature fédérale, qui s'achève, s'est caractérisée par de nombreux changements. Avec les élections de Christoph Blocher et Hans-Rudolf Merz en décembre 2003, le début de législature marquait, d'une part, la fin de la fameuse «formule magique», qui avait duré près de 40 ans, et, d'autre part, un clair glissement à droite du Conseil fédéral, avec la mise en place d'une nouvelle majorité radicale-UDC. A la veille des élections fédérales d'octobre, il valait donc la peine de revenir sous la forme d'un bilan sur cette législature et de tracer des perspectives en vue de la prochaine législature.

Veut-on repartir pour quatre ans avec la même composition du Conseil fédéral ou faut-il envisager d'autres solutions? Face à la propagande nauséabonde de l'UDC et au comportement de son chef de file au Conseil fédéral, il est nécessaire d'envisager un changement et de remettre en cause la majorité radicale-UDC au gouvernement. Cela passe par une coalition entre les forces du centre et la gauche et les Verts lors de la prochaine désignation du Conseil fédéral en décembre.

Réd.

Suite du dossier en pages 5 à 10

Syndicalisme
Construction:
une lutte
capitale

Page 4

International
Chico
Whitaker
invité en Suisse

Page 11

Cantons
RHINO: une
évacuation à
l'arrière goût
idéologique

Page 13

De la connaissance à l'engagement

Les grands de ce monde se rencontrent et discutent. La jet-set s'amuse et dépense sans compter. Les multinationales accroissent leurs bénéfices et licencient à tour de bras. Et pendant ce temps, des problèmes essentiels s'aggravent. Le partage inégal des richesses et des ressources naturelles. La persistance du racisme. Une mondialisation de plus en plus meurtrière. Comment ne pas penser que dans le monde se perpétue un véritable «massacre des innocents» impitoyable et silencieux. Les trois-quarts des enfants de notre planète vivent une existence infra-humaine. Chaque semaine, plus de deux cent mille d'entre eux meurent. Autant de lumières de vie, de promesse et d'espérance qui s'éteignent.

Comment enrayer ce cercle vicieux absurde et meurtrier? Entre autres, par une véritable sensibilisation aux problèmes que nos enfants – les adultes de demain – seront contraints de résoudre. L'École a un rôle essentiel afin d'essayer de tordre le cou à l'ignorance.

Il y a quelques semaines, un de mes fils, Timur, discutait avec un copain d'apprentissage.

—As-tu regardé, la semaine dernière, les émissions sur la Shoah et sur Auschwitz?

—C'est quoi Auschwitz? C'est quoi la Shoah?

Mon fils m'en parla le soir même.

—Papa, je pense que ce n'est pas de sa faute.

Timur a raison. Son copain est victime d'un manque d'information, ce dont il n'est pas responsable.

Récemment, je discutais avec des jeunes gens. Je fus émerveillé par leur désir

de construire un monde meilleur, mais je fus effaré par l'ignorance de la plupart d'entre eux. Bhopal et Tchernobyl; Hiroshima et Dresden: connais pas! Le 11 septembre 1973 à Santiago du Chili: connais pas! Les violences en Tchécquie, en Irak, au Soudan: connais pas! Il y a là un manque à connaître et à comprendre, donc à réagir et à s'engager.

Il est des personnalités qu'on ne peut ignorer, dont la lutte en faveur des autres demeure exemplaire: Rigoberta Menchu au Guatemala; Danilo Dolci en Sicile; Aung San Suu Kyi en Birmanie; Don Helder Camara au nord-est du Brésil; Sœur Emmanuelle auprès des chiffonniers du Caire; Germaine Tillion dans sa résistance contre le nazisme; Irena Sendler, cette «Juste» de Varsovie, etc.

Il faut parler à nos élèves de ces femmes, de ces hommes, de ces lieux, et leur montrer qu'on peut toujours, selon ses moyens, entreprendre quelque chose pour soutenir plus démunis que soi et appuyer celles et ceux qui militent pour un monde plus équitable. De quoi développer l'esprit critique et susciter une prise de conscience. De quoi apprendre aux enfants que les valeurs de solidarité doivent l'emporter sur celles de compétition et de puissance.

La pédagogie, c'est aussi réveiller des inquiétudes et y répondre. L'École – si on lui en donne les moyens – a une mission essentielle à jouer dans cette prise en compte du monde et de l'obligation que nous avons d'évoluer tous ensemble. Martin Luther King n'a-t-il pas déclaré: «Il nous faut apprendre à vivre ensemble comme des frères, sinon nous allons périr ensemble comme des imbéciles»?

Raymond Durous

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

Abonnement annuel: Fr.49.–
Abonnement de soutien: Fr.130.–
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant-e-s, chômeuse-eur-s): Fr.29.–
CCP 17-795703-3

Contact par courrier ou à
info@pagesdegauche.ch
www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat:

Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:

Samuel Bendahan (SB), Maurizio Colella (MC), Romain Felli (RF), Nicolas Gachoud (NG), André Mach (AM), Cyril Mizrahi (CM), Philippe Mivelaz (PhMi), Rebecca Ruiz (RR), Mathias Schaer (MS), Julien Wicki (JW).

Comité:

Olivier Barraud, Valérie Boillat, Michel Cambrosio, Dan Gallin, Dominique Hartmann, Pierre-Yves Maillard, Jean-Marie Meillard, Stéphane Montangero, Chantal Peyer, Eric Peytremann, Florian Ruf, Géraldine Savary, Alberto Velasco.

Comité de parrainage:

Franco Cavalli, Valérie Garbani, Stéphane Rossini.

Collaboration permanente:

Christian D'Andrès, Grégoire Junod, Salima Moyard, Philipp Müller, Marc Olivetta, Christian Vullioud.

Maquette:

Marc Dubois, MDVR, Lausanne.

Mise en page:

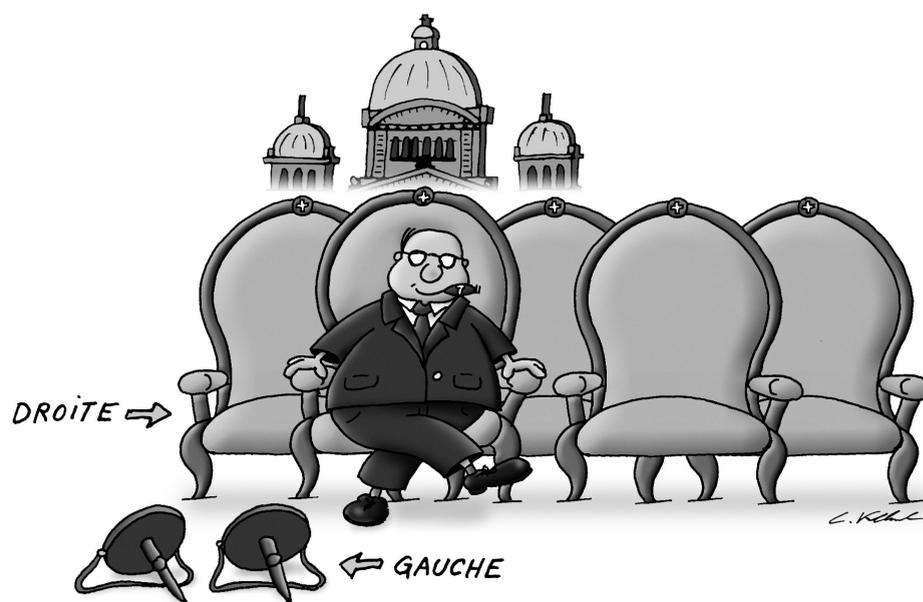
Julien Wicki, Lausanne

Impression:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

SOMMAIRE

- 1 Propagagande patronale
- 2 De la connaissance à l'engagement
- 3 Le devoir de gagner
- 4 Construction: la lutte commence
- 5 à 10 Dossier: *Législature 03-07*
- 11 FSM: le grand défi de communiquer vers «l'extérieur»
- 12 Femmes seules: que vogue la galère!
- 13 GE: l'évacuation de Rhino, un prétexte idéologique
- 13 Le PS zurichois face à ses militant-e-s
- 14 Un voyage ubuesque et terrifiant
- 15 Entretien avec Marlyse Dormond
- 16 La dernière – Agenda



Le devoir de gagner

Plus on avance et plus c'est clair. Cette droite extrême ne s'arrêtera pas d'elle-même. Il faudra la battre dans un combat politique courageux et tenace. Pour privilégier les riches et casser la solidarité, elle souffre sur le racisme et enfreint les principes de l'Etat de droit. Elle ne tolère pas la séparation des pouvoirs, puisque justement elle veut tout le pouvoir.

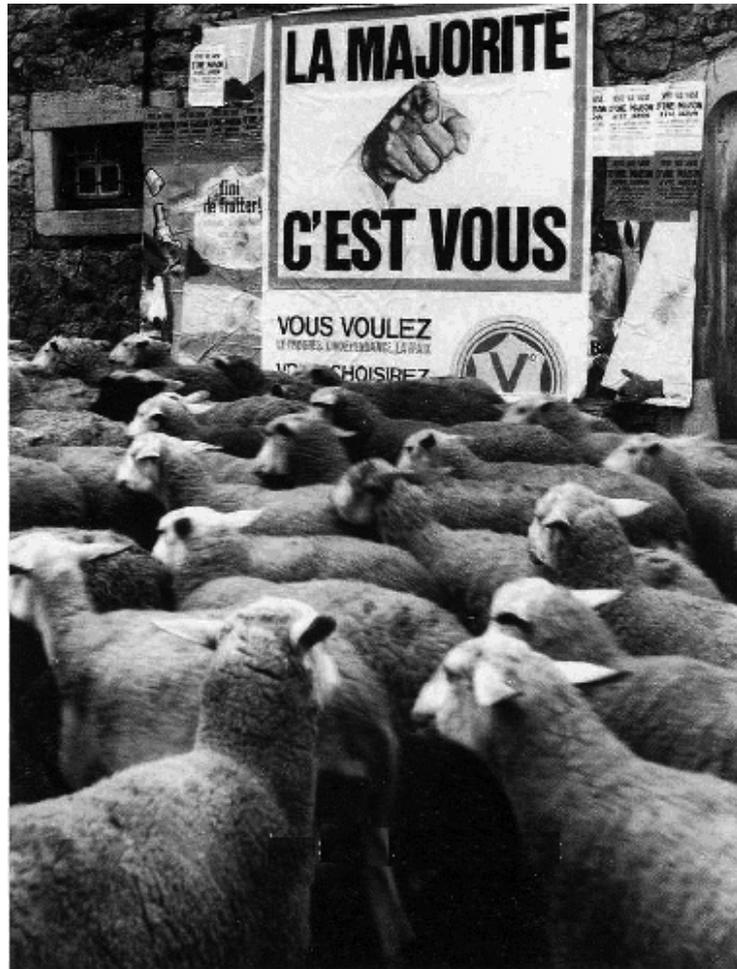
Par Pierre-Yves Maillard,
vice-président du PSS

La lamentable affaire Blocher, où le ministre de la justice licencie, sans qu'il en ait la compétence, le procureur fédéral parce qu'il enquête sur un «banquier de ses amis», montre assez jusqu'où ils sont prêts à aller. Si certains veulent continuer à s'allier avec ces gens, il n'auront pas d'alternative: ils devront se boucher le nez et approuver ces méthodes. En fait, c'est elle qui intégrera par engoulement les radicaux s'ils continuent à espérer la neutraliser en l'intégrant au pouvoir.

Pour les socialistes, devenir le premier parti du pays n'est pas un objectif de gloriole. Si nous nous étions résignés à laisser ce parti-là, avec ces méthodes-là, avec ces financements louches, rester le premier du pays, alors nous manquerions à notre devoir. En 2007, le vote socialiste est l'acte le plus concret que les démocrates de ce pays peuvent utiliser pour bloquer cette menée de cyniques. Pour nos personnes âgées, nos jeunes, les salariés suisses et étrangers, tous agressés par cette politique thatcherienne menée avec une campagne que le maire socialiste de Bienne, Hans Stöckli, a raison de comparer à celles de Goebbels, nous devons reprendre le leadership à l'UDC.

COMMENT FAIRE?

Nous gagnons quand nous revenons aux choses simples. La politique pour la gauche revient souvent à dégager la réalité du fatras de nippes idéologiques qui servent à la cacher. Par exemple, parlons de la deuxième réforme de l'imposition des entreprises. Déjà le titre est trompeur. En fait, il s'agit de prendre 1 milliard de francs à l'AVS et aux collectivités publiques pour le distribuer aux 40 000 plus gros actionnaires du pays sous forme de baisse d'impôts. Avec le même milliard, on peut augmenter de 50 francs les allocations familia-



Le 21 octobre, n'oubliez pas d'aller bêl... voter!

les pour un million et demi d'enfants. Ou on peut aussi augmenter les rentes AVS de 50 francs pour le million et demi de rentiers. L'UDC, les radicaux et le PDC préfèrent les 40 000 actionnaires, nous, nous préférierions donner cette somme aux retraités ou aux enfants. Faisons de ces élections un choix de ce type et demandons aux gens ce que, eux, ils préfèrent.

Nous avons également à ajouter à nos mises en causes morales de l'UDC une mise en cause de son efficacité. Elle prétend lutter contre la criminalité, or sous la responsabilité de son ministre la criminalité augmente. Parce que l'Etat se voit priver de moyens pour sa mission, parce qu'aucune priorité n'est donnée à la lutte coordonnée au plan national contre les réseaux de trafic de drogue, de proxénétisme ou de blanchi-

ment d'argent. Elle prétend lutter contre l'immigration, or elle lutte contre l'immigration légale et sa politique fait exploser l'immigration clandestine, exploitée par des employeurs qui parfois sont membres de l'UDC! Il est ainsi peu éton-

nant que ce parti ait voté contre la loi sur le travail au noir qui prévoit des sanctions plus dures contre les employeurs qui exploitent de la main d'œuvre clandestine.

L'UDC veut en fait une économie sans règle où les employeurs auraient tous les droits. Elle demande l'abolition des grilles de salaires dans les conventions collectives et ne s'est opposée à la libre circulation des personnes que parce que des mesures contre le dumping salarial avaient été introduites.

DES PROPOSITIONS SIMPLES

Renforcer les rentes AVS, les allocations familiales, fixer des grilles de salaires minimaux et les faire respecter par des contrôles et des sanctions suffisants, voilà trois piliers du projet socialiste pour ces élections fédérales. Cette approche sociale simple et claire doit s'ajouter à notre défense acharnée des principes démocratiques et du respect des personnes quelle que soit leur origine. Améliorer concrètement le pouvoir d'achat des millions de personnes qui vivent ou ont vécu de leur travail dans notre pays et défendre la démocratie, c'est le contenu de notre programme.

Nous avons encore quelques semaines pour le populariser. Que tous les socialistes s'engagent à fond dans ce combat!

VIOLENCES JUVÉNILES : ENFERMEZ-LES TOUS!



Construction: la lutte commence!

Lors des négociations partielles autour de la Convention Nationale en début d'année, la Société Suisse des Entrepreneurs revendiquait la suppression du délai de protection contre le licenciement en cas de maladie, l'aplanissement (vers le bas...) des classes de salaire établies ainsi qu'un accroissement invraisemblable de la flexibilité horaire... Donnant ainsi naissance au conflit.



La mobilisation a été initiée le 16 juin à Berne lors de la réunion nationale de 300 délégués de la branche.

La question de la flexibilité s'est rapidement avérée être le véritable cheval de bataille de la SSE, et en mai, le patronat durcit sa stratégie en lançant un ultimatum aux syndicats: pour que les négociations se poursuivent, la SSE exige que la revendication de 80 heures « négatives », en plus des 100 heures supplémentaires que tolère déjà la CN, soit acceptée sans condition. C'est à dire la possibilité de renvoyer l'ouvrier à la maison s'il n'y a pas de travail et ensuite lui demander de récupérer ses heures perdues jusqu'à 80 heures par an, aboutissant ainsi à des journées de travail de 10 heures ou plus. Ce dernier point s'est rapidement avéré comme le véritable cheval de bataille du patronat.

Sauf que... Unia a fermement refusé d'entrer en matière sur ce point. A l'heure où les cadences infernales et les rythmes de travail effrénés sur les chantiers tuent et causent d'innombrables accidents, une ultérieure déréglementation du temps de travail sonne comme une aberration incroyable, et inspire un dégoût profond devant tant d'inconscience et d'arrogance. Devant la position de fermeté du syndicat, la faïtière patronale, vexée, a donc finalement décidé de maintenir sa parole et déterrer la hache de guerre, en annonçant la résiliation de la CN pour le 1er

octobre 2007, dénonçant un «dialogue devenu désormais impossible avec Unia»... On croit rêver.

VERS UN CONFLIT SANS PRÉCÉDENT ?

Par cet acte, la SSE a probablement mis le feu aux poudres d'un conflit social qui risque d'être le plus important que la Suisse ait connu ces dernières décennies. Avec la résiliation de la CN, ce sont 60 ans d'acquis sociaux qui partent en fumée, et avec eux, le respect et la dignité pour des ouvriers qui exercent une profession épuisante, parfois jusqu'à l'invalidité, voire la mort.

Dès le 1er octobre, donc, plus de salaires minimums obligatoires; plus de 13e salaire; plus de 5e (ou 6e selon l'âge) semaine de vacances; plus de durée hebdomadaire de 40,5 heures de travail; plus d'interdiction de faire travailler les ouvriers le samedi (celui-ci étant un jour ouvrable, il sera désormais considéré comme utile à effectuer les 50 voire 60 heures de travail que pourra durer une semaine...); plus d'obligation pour l'employeur de souscrire une assurance perte de gain-maladiegarantissant aux ouvriers le paiement de leurs salaires pendant 24 mois; ni plus de protection de 720 jours contre le licenciement (le Code des Obligations fixe à 180 jours le délai maximal de

protection...). Il s'agit tout bonnement de l'attaque la plus frontale que pouvait livrer le patronat aux travailleurs du bâtiment, le tout au nom d'une prétendue «compétitivité» que la CN ne permettait pas d'assurer.

DUMPING DE MASSE

Ce vide conventionnel ouvre grandes les portes à un dumping salarial de masse, qui risque d'atteindre des dimensions inimaginables. Engager des ouvriers qualifiés pour quinze francs de l'heure ou moins, cela sera désormais possible. Nombreux sont déjà les cas démasqués régulièrement aux quatre coins de la Suisse, comme celui récent des ouvriers allemands payés 10 euros de l'heure sur le chantier d'Ikea. Que se passera-t-il quand ces procédés seront légaux? Les ouvriers engagés aux conditions de la CN seront peu à peu remplacés par des travailleurs moins chers, et n'auront d'autre choix que d'accepter ces mêmes tarifs le jour où ils se postuleront auprès d'une autre entreprise de maçonnerie, celles-ci devant s'aligner rapidement sur leurs concurrentes, si elles veulent pouvoir continuer à proposer des devis «concurrentiels»... A l'heure où le bâtiment se porte à merveille, la sauvagerie néolibérale prend encore une fois le dessus sur le respect des droits des travailleurs.

MESURES DE LUTTE ET ALLIÉS... DE TOUS BORDS

A attaque frontale, riposte frontale: Unia a mis en place un dispositif de mesures de lutte, dans la lignée des importantes mobilisations de Genève et Lucerne en juin dernier, visant à faire revenir la SSE à la table de négociations et maintenir la CN intacte. D'abord, une manifestation nationale des maçons à Zürich le 22 septembre (voir page 16). Puis un durcissement progressif et nécessaire du mouvement: partout en Suisse, il est demandé aux ouvriers de la construction de voter pour ou contre les mesures

de grève que propose le syndicat. Des mesures d'une ampleur nationale, qui toucheront tout le pays, et dont le résultat du scrutin sera divulgué à Zürich le 22 septembre. Car la volonté de la SSE de tester la capacité de mobilisation des ouvriers n'est que trop patente, tout comme son désir de briser les reins d'Unia, son «partenaire social». La lutte que le patronat impose, sciemment, au syndicat, ressemble fort à une évaluation du rapport de force actuel. A Unia de savoir faire preuve de ressources, et aux ouvriers de suivre le mouvement: poser les outils et lutter, telle est la seule et unique voie à suivre pour convaincre le patronat que la lutte, de nos jours, paie. Mais le syndicat se doit de trouver également les relais utiles à sa cause en dehors des chantiers, car à un an de la votation sur les bilatérales, nul doute qu'une pression peut être exercée sur la SSE à un niveau politique pour que celle-ci fasse marche arrière... La droite bourgeoise pourrait alors se transformer en un allié inattendu des travailleurs, si le syndicat devait remettre en question le soutien qu'il décida d'accorder à l'époque (à tort ou à raison, la question mériterait d'être rediscutée un jour) à ces accords, et menacer de revenir sur sa position, qui était subordonnée à une garantie sans condition du respect des droits conventionnels. Il serait également bienvenu que la gauche institutionnelle ne se laisse pas aveugler par ses intérêts électoraux en cette fin d'année politique, et accorde à la question de la CN toute l'attention qu'elle mérite. Le combat ne fait que commencer, et il s'annonce pénible et incertain. Sans compter que, parlant d'une convention au champ d'application national et représentant 60 ans de lutte, il risque de marquer un tournant, dans un sens comme dans l'autre, dans l'histoire des mouvements sociaux et du droit aux acquis des travailleurs de ce pays.

DOSSIER: LÉGISLATURE 03-07

L'heure du bilan



Une législature fédérale pas comme les autres prend fin. En décembre 2003, l'élection de Christoph Blocher et de Hans-Rudolf Merz mettait un terme à la fameuse «formule magique» instaurée en 1959 (2 PRD, 2 PDC, 2 PSS et 1 UDC). Avec la désignation de deux représentants issus des milieux patronaux, décembre 2003 marquait également un clair glissement à droite du Conseil fédéral, inaugurant ainsi la formation d'une nouvelle majorité radicale-UDC au Conseil fédéral. Car ce sont bien les députés radicaux et UDC (et quelques défections chez les PDC) qui ont permis, à quelques voix d'écart, l'élection de Blocher au détriment de la candidate PDC, Ruth Metzler. Ce glissement à droite avait à l'époque suscité des débats au sein du PSS sur la poursuite de sa participation au Conseil fédéral (voir article p. 9). Quatre ans plus

tard, il vaut la peine de dresser un bilan de ce nouveau gouvernement, aussi bien sur le fond des réformes impulsées que sur son fonctionnement, et des perspectives pour l'avenir à la veille des élections fédérales.

DES RÉFORMES UNILATÉRALES

Après les échecs retentissants du nouveau Conseil fédéral au printemps 2004 sur le «paquet fiscal» et sur la 11^e révision de l'AVS, combattus victorieusement par la gauche en référendum, toutes les propositions émanant du Conseil fédéral dans les domaines sociaux ou financiers étaient des réformes unilatérales. Elles allaient toutes dans le sens d'un allègement de la fiscalité pour les mieux lotis de la société (fiscalité des actionnaires, flat tax, ...), d'un resserrement des conditions d'octroi des aides sociales pour les plus démunis (assurance-inva-

lidité, assurance-chômage) ou de reports de charges de la Confédération sur les cantons pour faire maigrir l'Etat.

Par ailleurs, le PRD et le PDC se sont largement ralliés aux thèmes de prédilection de l'UDC en durcissant les lois sur l'asile et les étrangers. C'est d'ailleurs sur ce terrain des «abus» dans tous les domaines (asile, assurance-invalidité, aide sociale, étrangers) que l'UDC et son chef de file au Conseil fédéral font campagne, comme s'ils étaient toujours un parti d'opposition.

LEADER DE PARTI AU GOUVERNEMENT

Sur la forme également, la législature qui s'achève marque un changement important. Avec l'élection du leader de l'UDC au gouvernement, on a assisté à une très nette détérioration des pratiques politiques, où la fonction

de ministre est instrumentalisée à de pures fins partisans. C'est le règne du chacun pour soi, où chacun essaie de tirer la couverture à lui, sans aucune dynamique collective, ni concordance au sein du «collège gouvernemental». C'est le succès des ruptures de collégialité plus ou moins ouvertes, des «petites phrases» (remise en cause de la norme anti-raciste, l'administration fédérale ressemble à un «atelier protégé»,...) et des fuites dans les médias (privatisation de Swisscom). Ces comportements discréditent les institutions démocratiques. Pascal Couchepin lui-même n'a pas hésité à qualifier son «collègue» Blocher de «danger pour la démocratie». Dans ce contexte, les représentants de la gauche au Conseil fédéral ont de plus en plus de peine à faire passer leurs propositions, même édulcorées.

L'ENJEU DES ÉLECTIONS

L'enjeu central des prochaines élections réside dans la reconduction ou non de la majorité radicale-UDC au Conseil fédéral. Cela dépendra des résultats des élections et de l'audace du PDC pour revendiquer un deuxième siège au gouvernement. Rappelons qu'il y a quatre ans, il s'en est fallu de quelques voix, notamment de quelques défections du PDC, pour que Blocher soit élu. Y aura-t-il une majorité progressiste composée du PSS, des Verts et du PDC pour modifier les rapports de pouvoir au Conseil fédéral?

L'alternative sera la poursuite de la majorité radicale-UDC, avec des contre-réformes en matière économique et sociale qui ne feront que s'accroître après les élections. Dans ce cas, quelle sera la position du PSS?

Philipp Müller et André Mach

Un chacal dans le poulailler

Blocher est-il gouvernementalo-compatible?

6

Arrêter les néo-conservateurs

La révolution néo-conservatrice est en marche depuis l'élection de Blocher et Merz

7

Droits sociaux dans le collimateur

En quatre ans, la droite a passé les droits sociaux à la moulinette.

8

Quelle réponse doit donner la gauche?

Quel bilan tirer? Et quelles perspectives préparer?

9

Une nouvelle législature à préparer

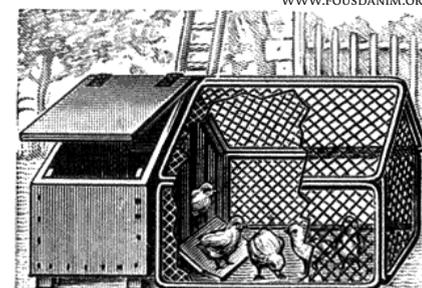
Il existe des pistes, nécessaires, pour un Conseil fédéral sans moutons noirs.

10

DOSSIER: LÉGISLATURE 03-07

Un chacal dans le poulailler

Voici quatre ans que Christoph Blocher a intégré le Conseil fédéral. Quatre ans de ruptures de collégialité, de mépris des institutions, de fuites de décisions confidentielles... A la veille des élections fédérales, il est temps de se demander comment combattre l'influence toujours plus importante de Blocher dans le gouvernement et les médias.



Le 19 octobre 2003, ce que tout le monde craignait se produit. L'UDC obtient 26,7% des suffrages aux élections fédérales et gagne ainsi 11 sièges au Parlement. Devenu le plus grand parti de Suisse, il pourra obtenir ce qu'il a déjà tenté d'acquiescer en 1999, un deuxième siège au Conseil fédéral. Le chantage commence alors. L'UDC annonce que son deuxième candidat sera Christoph Blocher. S'il n'est pas élu, le parti se retirera du gouvernement. On attend les critiques des autres partis, mais peu de voix se font entendre. La proposition semble être acceptable aux yeux du plus grand nombre. Le PRD abandonne son ancien allié le PDC qui risque de perdre un siège au profit de l'UDC, et même la présidente du PS, Christiane Brunner reconnaît la légitimité de l'arrivée d'un deuxième UDC au gouvernement. Le 11 décembre, les jeux sont faits, Blocher est élu, de peu, car le PS n'a pas accepté le chantage de l'extrême droite. Toutefois, même l'aile gauche du PS qui appelait au retrait des socialistes du Conseil fédéral adhère peu à peu à l'illusion que leurs conseillère et conseiller fédéraux ont encore une marge de manœuvre au gouvernement. Après tout, «c'est le peuple qui l'a voulu», se disent-ils/elles tout en essayant de se persuader que Blocher se soumettra aux règles de la collégialité.

LE DANGEREUX PROVOCATEUR

Durant la législature qui suit, ces illusions seront maintes fois démenties: ruptures de collégialité, fuites de décisions confidentielles, attaques des institutions suisses, violation du principe de séparation des pou-

voirs. Christoph Blocher n'en fait qu'à sa tête. Ses méthodes s'imposent et instaurent une ère nouvelle au Conseil fédéral. Il les justifie par son prétendu amour de la démocratie, de la liberté d'expression et de la transparence; principes qu'il ne respecte pourtant pas lui-même lorsqu'il bafoue des décisions prises en votation populaire, conteste la liberté de la presse et s'immisce dans les affaires de ses collègues du gouvernement. Le conseiller fédéral n'hésite par ailleurs pas à se qualifier lui-même de «dangereux» dans *Le Matin* du 25 août 2007.

Un des exemples les plus frappants de non-respect des lois et décisions populaires est sa prise de position contre la norme antiraciste lors de sa visite officielle à Ankara. En défendant un historien et un politicien turcs ayant nié le génocide arménien sur territoire suisse, le Ministre de la Justice a accumulé les actes répréhensibles: rupture de collégialité, critique des lois de son pays, non-respect d'une décision prise en votation populaire en 1994.

LE PRÉTENDU PORTE-PAROLE D'UN PEUPLE BRIMÉ

Comme après toutes ses attaques contre l'Etat de droit, des politicien-ne-s s'indignent et remettent en cause sa légitimité, mais aucune mesure concrète n'est prise pour éviter que cela ne se reproduise. Le conseiller fédéral, qui s'est autoproclamé porte-parole du peuple, n'est à aucun moment sérieusement mis en danger par celles et ceux qui le critiquent. Pire encore, en discréditant le fonctionnement des institutions et en remettant en cause leur légitimité, il s'impose dans les médias et incarne «celui

qui ose s'attaquer aux véritables problèmes!». A mesure que ses méthodes et idées s'imposent au Conseil fédéral, le cloisonnement des départements s'accroît. Chaque membre du gouvernement joue de plus en plus en solo, n'hésitant pas à attaquer ses collègues et à se pavaner dans les médias. Toutefois, conscient-e-s que s'approprier la manière de fonctionner de Christoph Blocher reviendrait à la légitimer, les autres conseiller/ère-s fédéraux/ales continuent à défendre le principe de collégialité et à critiquer les dérapages du Ministre de la justice. Le Conseil fédéral ne devient alors plus qu'une addition de sept personnalités aux programmes et fonctionnements très différents, le mouton noir entraînant ses six brebis toujours plus partagées entre la tentation de jouer le même jeu que lui et la défense du fonctionnement traditionnel du gouvernement.

LES SOCIALISTES DANS UNE IMPASSE

Tout au long de ces quatre années de législature, Blocher a réussi à jouer un double jeu. Il se présente comme un conseiller fédéral brimé par ses collègues, un courageux politicien qui dénonce les vrais problèmes, mais que personne n'écoute. Dans les faits pourtant, c'est lui qui tire les ficelles, influence les décisions et impose ses projets. Il a, par exemple, exigé que les projets de Lois sur l'asile et les étrangers que Ruth Metzler avait présentés au Parlement, repassent devant les deux chambres dans des versions plus radicales.

Aujourd'hui, il est plus que jamais nécessaire de se demander comment faire comprendre à la population que les

problèmes de la Suisse sont les conséquences de la politique de la droite majoritaire. Pour cela, il ne suffit pas d'avoir des propositions pragmatiques et des personnalités charismatiques. C'est le réflexe du compromis dans lequel une partie de la gauche se complait qu'il faut remettre en question. Nous ne devons pas nous satisfaire d'un système qui cache les véritables rapports

Chef de file de la majorité bourgeoise, Blocher joue avec la population

de force, car depuis quatre ans, Christoph Blocher utilise ses faiblesses pour accroître sa visibilité. Chef de file de la majorité bourgeoise du gouvernement, Blocher joue avec la population en usurpant l'étiquette du minoritaire du Conseil fédéral. Parallèlement, les socialistes défendent dans les médias les projets votés par la majorité de droite... Ce paradoxe est la cause de bien des confusions. Aujourd'hui, il est temps de faire un bilan de ce que certain-e-s appellent encore «l'opposition constructive des socialistes». La marge de manœuvre des conseillers fédéraux PS ne cesse de faiblir. Il est temps de se réapproprier les outils de la rupture de collégialité et de la menace de la sortie du Conseil fédéral. Malheureusement, si appeler les parlementaires à ne pas réélire le populiste et provocateur Christoph Blocher est une évidence pour la plupart des personnalités de gauche, réfléchir à notre réaction s'il est tout de même élu ne semble pas être d'actualité.

DOSSIER: LÉGISLATURE 03-07

Stopper les néoconservateurs à la sauce helvétique

La révolution néo-conservatrice est en marche depuis l'élection de Blocher et Merz au Conseil fédéral. Bilan de quatre années de droite dure et propositions pour en sortir.

Christian Levrat, conseiller national FR

En décembre 2003, à l'issue d'élections fédérales marquées par une progression de l'UDC, la droite a rompu le cycle de la concordance. Le motif évoqué alors était d'adapter la « formule magique » à la nouvelle répartition des forces politiques au Parlement. Beau prétexte institutionnel, qui cachait la véritable intention – politique, elle – de la manœuvre: opérer en Suisse une révolution néoconservatrice. Ultralibérale dans le domaine économique, ultraconservatrice sur les valeurs et les questions sociétales. Isolationniste et ultrasécuritaire.

Depuis 2003, c'est bien cette politique que le Conseil fédéral à domination PRD-UDC tente de mettre en œuvre. Avec parfois un certain succès, que permet la majorité parlementaire bourgeoise, dont la composante la plus centriste s'accorde avec la droite purement néolibérale sur de nombreux dossiers, économiques notamment.

Un bref passage en revue des projets gouvernementaux marquants – réalisés ou avortés – des quatre dernières années permet d'illustrer cette politique, dont la cible permanente est l'Etat et son action. Au nom des principes de liberté et de responsabilité individuelles, poussés à leur extrême, l'objectif premier est de démanteler progressivement les prestations publiques. A ce titre, la révision à la baisse de l'assurance invalidité, marquée par une stigmatisation disproportionnée des abus, constitue le dernier exemple. Les tentatives constantes d'affaiblir l'AVS, que ce soit en proposant l'augmentation de l'âge légal d'entrée en retraite

ou la réduction des prestations, participent du même objectif. Et comme il est plus difficile que pour l'AI d'y thématiser le thème des abus, on convoque le

...Clé de voûte du projet néo-conservateur: la fameuse stratégie «starve the beast» («affamer la bête»)...

motif économiquement faux du vieillissement de la population ou celui, plus faux encore, des prétendues difficultés financières de l'assurance, contredites année après année lors de la publication des comptes largement excédentaires de l'AVS.

BOUCS ÉMISSAIRES

L'autre facette de cet affaiblissement des solidarités prend la forme d'une dérive sécuritaire fondée sur la désignation d'un bouc émissaire: la population étrangère. L'adoption de lois sur l'asile et sur les étrangers iniques a traduit dans les faits l'entreprise – propre à l'UDC – d'infiltration dans la population d'un sentiment anti-étrangers proprement paranoïaque.

Le deuxième objectif de cette idéologie néoconservatrice est le retrait pur et simple de l'Etat du champ économique; par la libéralisation des marchés (poste, télécommunications, électricité...) et par une flexibilisation du marché du travail. La diminution de l'âge de protection des jeunes travailleurs, la brèche ouverte dans l'interdiction du travail du dimanche (commerces des gares) ou les tentatives répétées de rallonger encore et encore l'ouverture des commerces sont autant de régressions de la protection des travailleuses et des travailleurs.

Clé de voûte du projet néoconservateur: la fameuse stratégie «starve the beast» («affamer la bête») qui consiste à réduire les ressources financières de l'Etat pour justifier par la suite le démantèlement, «faute de moyen», des prestations publiques. Les programmes d'allègement budgétaire qui se sont succédés depuis 2004 sous l'impulsion d'Hans-Rudolf Merz sont les illustrations de cette austérité financière quasi pathologique. Sur l'autre versant, la droite taille dans les recettes de l'Etat par le biais de baisses fiscales, qui bien sûr ne profitent qu'à sa clientèle traditionnelle: hauts revenus et entreprises. Enfin, la tentative (provisoirement) avortée de privatiser totalement Swisscom démontre à quel point il est insupportable à cette droite que les bénéficiaires d'une entreprise florissante puisse tomber dans d'autres poches que celles d'actionnaires privés.

QUELLE RÉSISTANCE OPPOSER?

Face à ces offensives néoconservatrices, le Parti socialiste a été condamné à mener surtout un combat de résistance. Avec l'arme par excellence du résistant: le référendum. Et avec lui aussi de nombreux succès populaires: Avanti, 11e révision de l'AVS, paquet fiscal et autres. Mais il a su aussi briser positivement la dynamique néoconservatrice en pesant d'un poids déterminant dans des dossiers comme les allocations familiales, le partenariat enregistré, l'adhésion à Schengen ou, au côté des syndicats, les mesures d'accompagnement à l'extension de la libre circulation des personnes.

Un coup d'œil laisse

présager que la prochaine législature sera du même tonneau si les rapports de force restent inchangés. Les radicaux Couchepin et Merz, à la tête de deux départements centraux, ne cachent qu'avec peine le contenu de leurs tiroirs: l'élévation de l'âge de la retraite et la baisse du taux de conversion dans le deuxième pilier pour le premier, un nouveau projet de privatisation de Swisscom et l'augmentation de TVA agrémentée d'une suppression partielle de l'impôt fédéral direct pour le second.

Face à ces perspectives, l'enjeu pour le Parti socialiste est clair: il doit impérativement progresser aux élections de cet automne, afin de renforcer la très faible majorité PS-Verts-PDC au Parlement, celle-là

...la prochaine législature sera du même tonneau si les rapports de force restent inchangés...

même qui avait mis son veto à la privatisation de Swisscom, adopté la taxe sur le CO2 et fait passer les allocations familiales fédérales. Afin ensuite de casser la majorité automatique PRD-UDC au Conseil fédéral par une redistribution des cartes gouvernementales en décembre.

Notre force de mobilisation sera déterminante. Si nous mobilisons notre camp de manière exceptionnelle, nous pouvons encore sortir vainqueur des élections. Parce que la Suisse ne mérite pas le lami noir néoconservateur, parce que les solidarités sociales doivent être défendues, menons une campagne de tous les instants jusqu'aux prochaines élections.

DOSSIER: LÉGISLATURE 03-07

Droits sociaux: coups de tonnerre et érosions camouflées

Parallèlement aux projets de démantèlement des assurances sociales – 11ème révision de l'AVS, 5ème révision de l'AI – les droits sociaux individuels ne cessent de subir une lente mais continuelle érosion. Tour d'horizon.

Depuis 2003, et l'harmonisation minimale des allocations familiales sur le plan fédéral mise à part, l'approfondissement du démantèlement des droits sociaux marque de son sceau la politique de la majorité bourgeoise helvétique.

COUPS DE TONNERRE

Cette volonté de restriction se caractérise d'une part par des coups de tonnerre publics. Ainsi, alors que le postulat constitutionnel du droit à une retraite digne n'est toujours pas garanti par l'assurance-vieillesse et survivants (AVS), la 11ème révision de l'AVS a seulement pu être bloquée grâce à la mobilisation de la gauche politique et sociale au printemps 2004. Malgré la clarté du verdict populaire, la majorité du Conseil fédéral entend revenir à la charge avec un projet de révision très proche de celui rejeté en votation populaire. Par contre, la 5ème révision de l'assurance-invalidité qui consacre notamment le renforcement du principe de la responsabilité individuelle, vise à réduire le nombre de bénéficiaires de ce régime social et prive quelque 80'000 bénéficiaires actuels des rentes complémentaires pour conjoint-e-s de leur droit, a été adoptée à une majorité relativement confortable il y a quelques mois. Enfin, dans le domaine de l'assurance-maladie, une mesure scandaleuse introduite en janvier 2006 permet aux assureurs de suspendre la prise en charge des coûts de prestation en cas d'incapacité de paiement des primes par un-e assuré-e (article 64 a, al. 2 de la Loi fédérale sur l'assurance-maladie LAMal). Conséquence: plus de 100'000 assuré-e-s se retrouvent sans financement de leurs prestations, les cantons doivent prendre en charge ces situations et un nombre inconnu de personnes

renonce purement et simplement à recourir à des soins.

EROSIONS CAMOUFLÉES

D'autre part, de façon moins visible, nous assistons ces dernières années à une lente, mais continuelle érosion, de certains droits sociaux individuels. C'est le constat auquel aboutit notamment Béatrice Despland, chargée d'enseignement à la Faculté de droit de l'Université de Neuchâtel, dans un récent dossier publié par l'Association romande et tessinoise des institutions d'action sociale (ARTIAS). Ces détériorations concernent en premier lieu le domaine de la LAMal et de l'AI et touchent en particulier des personnes atteintes de problèmes psychiques. Depuis le 1er janvier 2007, le Département fédéral de l'Intérieur (DFI) a introduit des conditions de remboursement très restrictives en matière de prestations psychothérapeutiques. Ainsi, le médecin-traitant doit informer le médecin-conseil d'une caisse-maladie après six séances que le traitement qu'il envisage dépassera les dix séances. En outre, seuls sont admis les types de thérapie scientifiquement prouvés. Pour les assureurs, il s'agit par ce biais de «séparer le bon grain de l'ivraie» comme le note le bulletin infosantésuisse en juin 2006 cité par Béatrice Despland. Dans la même perspective de limiter les prestations voire même d'en empêcher l'accès, les Offices AI (OAI), en se basant sur

le Tribunal fédéral des assurances (TFA), reconnaissent seulement dans des conditions très restrictives les problèmes psychiques pour octroyer des rentes. Il en va notamment des troubles somatoformes douloureux dont fait partie la fibromyalgie et dont le nombre de cas est en constante augmentation. Il s'agit de douleurs qui sont ressenties avec violence dans tout le corps par une personne et qui empêchent l'exercice d'un travail salarié et équivalent à une forte détérioration des



Sous la direction de l'UDC, la droite bourgeoise a mené une politique de démantèlement aveugle...

conditions de vie de la personne concernée, mais dont l'origine physiologique ne peut pas être déterminée. Pour fonder le droit à une rente, ces troubles doivent s'accompagner d'une importante détérioration psychique voire d'une perte d'intégration sociale devant toucher «tous les domaines de la vie sociale».

Dans la même perspective de limitation du nombre d'ayants droit à une rente AI, il faut également mentionner deux arrêtés du TFA de mars et juillet 2005 qui concernent des salarié-e-s à temps partiel. En partant du principe que la personne concernée pourrait mettre entièrement à contribution à un travail «adapté» le temps qui jusqu'alors n'a pas été consacré à une activité lucrative, son taux d'invalidité est diminué. Pour passer dans bien des cas au-dessous du taux minimal exigé de 40% qui ouvre le droit à une rente.

L'AIDE SOCIALE COMME AMORTISSEUR

Les limitations des droits sociaux évoquées ci-dessus constituent une réalité inadmissible. Ceci pour deux raisons principales. Premièrement, dans un monde social et du travail où les pressions ne cessent de gagner en poids, elles font peser de plus en plus la charge de la preuve sur le dos de celui ou de celle qui a recours aux assurances sociales.

Deuxièmement, cette érosion des droits constitue une aubaine pour les franges de la droite helvétique qui, ouvertement ou de façon plus feutrée, alimentent la polémique et la stigmatisation des bénéficiaires de l'aide sociale. En effet, comme le montre en particulier le discours du «Parti suisse du peuple» (UDC), l'accent mis sur les «abuseurs de l'asile» s'est successivement déplacé vers les «faux invalides» et, depuis quelques mois, vers les «abuseurs de l'aide sociale». En se basant sur l'existence de certaines situations d'abus dont l'ampleur reste cependant marginale, ces milieux font de l'inquiétante réalité de la pauvreté dont une partie de la population suisse est frappée leur fonds de commerce populiste. Dans ce contexte, la réduction des droits sociaux et son impact sur l'aide sociale – gérée et financée par les cantons et les communes – deviennent un outil au service du populisme de droite.

Philipp Müller

A LIRE

Béatrice Despland, Le dossier du mois de l'ARTIAS. Révision des lois d'assurances sociales: un impact sur l'aide sociale?, avril 2007. Téléchargeable sous www.artias.ch.

DOSSIER: LÉGISLATURE 03-07

Bilan de la gauche et perspectives

Après quatre ans de majorité radicale-UDC au Conseil fédéral, comment apprécier le bilan de la gauche? Des changements sont-ils nécessaires?

Au lendemain de l'élection de Christoph Blocher et de Hans-Rudolf Merz au Conseil fédéral en décembre 2003, la question de la participation des socialistes au Conseil fédéral a été l'objet de débats au sein du PSS (voir Dossier *Pages de gauche* No 20, février 2004, à consulter sur le site www.pagesdegauche.ch). Comment apprécier la législature écoulée du point de vue de la gauche?

VICTOIRES DÉFENSIVES EN 2004 ET APRÈS?

A peine six mois après l'élection du nouveau Conseil fédéral, la gauche a pu célébrer d'importantes victoires référendaires sur le «paquet fiscal» qui aurait encore allégé les charges fiscales des milieux aisés et sur la 11^e révision de l'AVS, qui prévoyait l'élévation de l'âge de la retraite pour les femmes, sans possibilité de retraite flexible. Ces victoires référendaires donnaient ainsi clairement raison aux partisans du maintien des socialistes au Conseil fédéral, en montrant qu'il est possible de concilier participation au gouvernement et opposition victorieuse sur les sujets les plus importants.

Cependant, la suite de la législature a été moins favorable à la gauche, mis à part l'adoption de la libre-circulation des personnes avec les nouveaux Etats-membres de l'Union européenne et le renforcement des mesures d'accompagnement en 2005 ainsi que l'amélioration des allocations familiales adoptées en 2006, suite à une alliance entre la gauche et le PDC. La gauche a subi des défaites sur le durcissement des lois sur l'asile et les étrangers, sur la révision de l'assurance-invalidité, sur la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons, ou encore sur l'initiative pour la caisse unique.

D'autre part, c'est maintenant clairement l'axe radical-UDC qui donne le ton des

réformes au gouvernement. Nos représentants au Conseil fédéral ont plus de peine à sortir leur épingle du jeu pour insuffler des réformes importantes. Les propositions en matière sociale ou économique du gouvernement vont toutes dans le sens du durcissement des législations sociales et d'allègement pour les plus aisés.

QUELLES PERSPECTIVES?

Dans ces conditions, la majorité radicale-UDC sera-t-elle reconduite en décembre prochain? C'est ce qui devrait être au cœur de la campagne électorale.

Le principal représentant de l'UDC est devenu maître dans l'instrumentalisation de sa position de conseiller

fédéral à des fins partisans, contribuant à une détérioration des pratiques politiques (voir art. p. 6). Il n'hésite pas à demander publiquement que les conseillers fédéraux s'abstiennent de s'engager dans les campagnes référendaires, alors qu'il fait exactement le contraire. Dans ces conditions, l'UDC, le parti de la manipulation et de l'argent, a-t-elle encore sa place au Conseil fédéral? Poser la question, c'est y répondre...

Il faut donc envisager une alternative à la majorité radicale-UDC. La seule perspective crédible réside dans une alliance entre les centristes du PDC, le PSS et les Verts, qui, il y a quatre ans, avait échoué à quelques voix près à ne pas faire élire Blocher. Cela

exigerait de «politiser» l'élection du Conseil fédéral, en passant par la négociation d'un accord minimal entre ces différents partis, et non plus de se contenter d'une concordance arithmétique.

Sur le fond, la reprise économique de ces dernières années a permis une amélioration des finances fédérales. Cependant, cette embellie financière ne doit pas se traduire par un allègement de la fiscalité des plus aisés, comme le demande la droite, mais doit servir à consolider le financement des assurances sociales. Ce sera sans doute un des enjeux majeurs de la prochaine législature...

André Mach

LA STABILITÉ HISTORIQUE DU CONSEIL FÉDÉRAL

La composition du Conseil fédéral fait preuve d'une extraordinaire stabilité comparativement à ce qui se pratique chez nos voisins européens. Depuis 1848, la composition de notre gouvernement s'est modifiée à sept reprises (voir tableau ci-dessous). De 1848 à 1943, le parti radical disposait d'une majorité au Conseil fédéral, même s'il l'avait déjà perdue à l'Assemblée fédérale depuis 1919, année d'introduction de la proportionnelle.

L'évolution de la composition du gouvernement s'est largement faite par l'intégration progressive des oppositions: les conservateurs ou démocrates-chrétiens à la fin du 19^e siècle, suite au premier échec de la nationalisation des chemins de fer, puis le PAB/UDC, dissidence du parti radical, à partir de 1929, suite aux mobilisations paysannes dans les années 1920, puis les socialistes en 1943 après qu'ils aient renoncé au principe de la lutte des classes dans leur programme et adhéré à la défense nationale dans le contexte de la seconde guerre mondiale.

Contrairement à l'ensemble de nos voisins européens, la composition du Conseil fédéral ne s'est jamais basé sur la négociation d'un programme de législature, mais uniquement selon la force de la représentation des partis au Parlement. De fait, la Suisse pratique depuis longtemps la «concordance arithmétique». Cependant, celle-ci se basait sur une convergence minimale entre les différents partis représentés à l'exécutif. D'autre part, dès 1919, la force électorale du PSS justifiait de lui octroyer également un siège au Conseil fédéral; cela ne s'est fait que beaucoup plus tard en 1943; entre 1953 et 59 également, les socialistes étaient absents de l'exécutif.

Le «bloc bourgeois» composé du PRD, de l'UDC et du PDC dans une moindre mesure, est resté majoritaire au Conseil fédéral et au Parlement depuis 1848. Face au double jeu actuel

de l'UDC et de son principal représentant à l'exécutif, il est nécessaire de revendiquer une nouvelle composition du Conseil fédéral.

COMPOSITION DU CONSEIL FÉDÉRAL, 1848-2007

	1848-91	1891-1919	1919-29	1929-43	1943-53	1953-59	1959-2003	2003-07
PRD	7	6	5	4	3	3	2	2
PDC	-	1	2	2	2	3	2	1
PAB/UDC	-	-	-	1	1	1	1	2
PSS	-	-	-	-	1	-	2	2

DOSSIER: LÉGISLATURE 03-07

Un Conseil fédéral sans mouton noir: que faire?

Aux citoyennes et citoyens d'agir pour éviter la perversion de la démocratie de concordance.

André Gavillet, paru dans
Domaine public du 13.8.2007

Ils sont nombreux ceux qui, choqués par la propagande du mépris de l'UDC, s'interrogent sur la manière de la contrer. C'est l'enjeu majeur des prochaines élections fédérales.

Il y a quatre ans, l'Assemblée fédérale a élu Christoph Blocher sous menace et chantage. C'était lui ou personne; lui seul, sinon l'UDC pratiquerait une opposition systématique. Ce fut lui – mais l'opposition de ce parti n'a baissé ni en volume, ni en tonalité, plus cynique que jamais dans la mise en scène et la provocation. Expérience faite, le chantage n'est pas renouvelable; la menace est désormais désamorcée: Christoph Blocher peut ne pas être réélu.

L'UDC tentera d'effrayer les partis bourgeois dans la mesure où elle atteindrait

la majorité absolue au Conseil national avec les socialistes. Et d'apeurer la droite en faisant croire qu'elle voterait systématiquement les amendements socialistes, contre ses convictions mais pour démontrer qu'elle est indispensable au succès d'une politique bourgeoise. Menace vaine, elle aussi. Cette configuration ne joue pas au Conseil des Etats. D'autre part, il appartiendrait aux partis gouvernementaux, PS compris, de déjouer ce piège par des compromis préalables.

CONCORDANCE

La formule magique exprimait une idée simple: associer les principales forces politiques aux responsabilités gouvernementales, les conseillers fédéraux étant tenus de mettre en œuvre des propositions équilibrées, susceptibles de trouver une majorité devant les Chambres et, en cas de référendum, devant le

peuple.

La formule est devenue l'application automatique de la proportionnelle dans la composition du Conseil fédéral. Preuve en soient les commentaires byzantins pour soupeser le risque que le parti radical cède un siège au PDC si les scores variaient de quelques pour-cents. L'arithmétique tient lieu de politique. Pire, elle encourage l'UDC dans son extrémisme. Si la participation au gouvernement dépend du seul résultat électoral, 25% équivalant à deux sièges, alors tous les moyens sont bons pour les obtenir. Puisque la compatibilité politique n'est plus une exigence du partage des responsabilités, la fin, c'est-à-dire le pouvoir, justifie la propagande du mépris.

DE L'INDIRECT AU DIRECT

Ne pas voter UDC peut être le premier choix du citoyen. Mais à quoi sert ce choix si les

partis pour lesquels il votera garantissent sa place gouvernementale à l'UDC? Sa volonté de rejet est annulée par une règle artificielle.

Il faut donc exercer une pression directe. Les candidats de tous les partis seront soumis par la presse et par divers collectifs à des questions précises, par exemple sur l'environnement, le nucléaire, la politique familiale, etc. Une demande essentielle doit ressortir de ces batteries de questions: voterez-vous pour le renouvellement du mandat de Christoph Blocher au Conseil fédéral? Et l'élirez-vous comme vice-président, c'est-à-dire, en 2009, comme président de la Confédération?

C'est l'enjeu premier de la prochaine législature. Aux citoyens de s'en saisir directement! Et de réserver leur vote à ceux qui prennent un engagement sans équivoque pour un Conseil fédéral sans mouton noir.

ENVOYEZ BLOCHER À LA RETRAITE!



«Changement d'horaire» (*Fahrplanwechsel. Für mehr Demokratie und Solidarität und weniger Blocher!* St. Ursanne: Ed. Le Doubs. 323 p.), tel est le titre du récent ouvrage collectif dirigé par Andreas Gross, conseiller national socialiste zurichois. Comme l'indique son titre, l'ouvrage se veut argumentaire approfondi pour la non-réélection de Christoph Blocher au Conseil fédéral.

L'ouvrage comporte plus de 40 courts chapitres, rédigés par des politiciens, des intellectuels, des universitaires, des journalistes ou des artistes de divers horizons. Ces chapitres sont classés selon différentes parties thématiques (la progression de l'UDC et ses conséquences, la «blocherisation» de la Suisse, la banalisation de la concordance, les rapports avec les autres partis, comment faire mieux sans l'UDC, quelles perspectives après les élections, ...).

On trouve également plusieurs chapitres sous forme d'interviews avec notamment les réactions du président de l'UDC, Ueli Maurer, des autres présidents des grands partis politiques ainsi que le co-président du syndicat Unia, Andreas Rieger. Parmi les contributions «romandes», mentionnons notamment une analyse intéressante de Jean-François Steiert sur la progression de l'UDC en Suisse romande au cours des quinze dernières années, un chapitre de Roger Nordmann et François Chérix sur les 33 attaques du Conseiller fédéral Blocher contre les institutions politiques (ruptures de collégialité, non-respect de la séparation des pouvoirs notamment) ou encore un interview de Daniel Brélaz.

L'ensemble du livre fournit une analyse approfondie et abordée sous différents angles du rôle croissant de l'UDC dans la politique suisse et sur l'influence de son principal représentant; la petite taille des chapitres rend la lecture dynamique et agréable.

Pour l'instant le livre n'est disponible qu'en allemand, mais une traduction en français est prévue. Elle devrait paraître entre les élections fédérales du 21 octobre et l'élection du Conseil fédéral, le 12 décembre. Certainement l'occasion de revenir plus en détails sur le contenu du livre.

FSM: Le grand défi de communiquer «vers l'extérieur»

Militant politique «reconverti» activement dans le mouvement social, Francisco «Chico» Whitaker fut l'un des co-fondateurs du Forum social mondial (FSM) de Porto Alegre en 2001. Depuis lors, il défend le concept du FSM comme un «espace ouvert», alimentant par sa réflexion le débat toujours en cours sur les défis de l'altermondialisme et ses méthodes organisationnelles. Il est titulaire du prix Nobel alternatif 2006. Interview.

Un nouveau FSM centralisé à l'échelle mondiale aura-t-il lieu en 2009?

Oui. Le Conseil international - principale instance du Forum - a décidé, lors de sa séance tenue fin mai à Berlin, que la session 2009 se tiendra à Belem do Para, dans l'Amazonie brésilienne. Et il a déjà commencé le travail d'organisation.

Y avait-il eu d'autres candidatures ? Pourquoi de nouveau le Brésil?

Il a aussi été proposé de tenir à nouveau la session 2009 du FSM en Afrique. Le choix final est tombé sur Belem do Para, pas tellement à cause de sa localisation au Brésil, mais surtout parce que c'est un lieu très significatif de cette grande région amazonienne, qui s'étale sur plusieurs pays de la région. Elle est donc porteuse d'une valeur symbolique particulière par rapport au thème du climat. Cela ne signifie pas que le Forum sera consacré seulement à l'environnement. Mais la réalité écologique de la planète est si angoissante qu'elle mérite un traitement particulier. L'idée est de revenir en 2010 ou en 2011 en Afrique et ensuite de penser sérieusement à l'Asie comme continent organisateur.

L'Amazonie aura-t-elle la force de tenir une rencontre mondiale?

Sans aucun doute. De nombreuses organisations et mouvements ont commencé à se réunir pour faire avancer les pré-

paratifs. D'autre part, les organisations de cette région ont déjà une riche expérience avec l'organisation des forums panamaziens. Et pour renforcer la préparation, le Conseil international du FSM tiendra sa prochaine réunion, fin octobre, à Belem.

Que se passera-t-il lors du FSM 2008?

Il aura une forme très distincte. Ce ne sera ni un forum centralisé, ni un événement polycentrique comme en 2006. Une série d'activités en tous genres est prévue dans le monde entier. L'idée, c'est de convoquer pour le 26 janvier une journée d'action globale pour que toutes ces initiatives puissent être plus visibles et leur impact plus efficace. Par exemple, à Sao (Brésil), une grande foire aux actions pour changer le monde est en cours de préparation; à Rio de Janeiro, il y aura un grand festival sur la plage; la Catalogne et le Maghreb tiendront chacun un forum social; en France, il y aura de nombreux forums locaux. A chacun selon son initiative, sa créativité et ses possibilités.

Quels sont les thèmes conceptuels de fonds que contiennent de débattre les acteurs du FSM six mois après la fin de la dernière édition de Nairobi (Kenya)?

Un débat très important, de fonds - qui existe pratiquement depuis la création du FSM - continue. Autour de la nature du FSM comme un espace ouvert - thèse

que je défends avec conviction - ou d'un mouvement international. Il ne manque pas de voix au sein même du Forum qui proposent «de lever le camp et de laisser place à des nouveaux modes d'organisation globale de la résistance et de la transformation», comme l'a suggéré Walden Bello dans un article publié après la session de Nairobi. Mais de nombreux acteurs sociaux en général restent convaincus du rôle du Forum comme espace servant à construire de nouveaux modes d'organisation globale de la résistance. Avec une seule limite: que personne ne prétende imposer sa propre vision ou conception à tous les autres acteurs, ni parler au nom de tous les autres participants, ni exiger que le FSM assume comme tel les positions d'une partie de ses composantes.

Au-delà de ce thème essentiel, où se trouve, à votre avis, le «grand» défi actuel du FSM?

Obtenir que la grande majorité de la population mondiale s'approprie, s'identifie et s'accorde sur le message que les organisateurs et les participants du FSM répètent depuis 2001, à savoir qu'un autre monde est possible. Il est évident que les minorités au pouvoir ne veulent pas que le monde change. Et il est aussi clair que la majorité voudrait un changement, mais n'est pas toujours persuadée que ce changement soit possible. En ce sens, il y a deux défis fondamentaux: d'une part, améliorer la commu-

nication du FSM vers l'extérieur, quant à notre force, à la nécessité et à la possibilité du changement; d'autre part, nous devons activer l'espérance: renforcer la conviction du changement pour que d'autres y croient aussi.

Continuez-vous d'être optimiste, comme toujours, sur le futur de ce processus?

Sans doute, le processus en marche «colle» - pour reprendre une expression populaire -, il a son impact. Il se multiplie en forums nationaux, régionaux, locaux, thématiques. A Nairobi, en Afrique, en janvier passé, le FSM a permis que les organisations de la société civile, dans tous les pays de ce continent, puissent se réunir et se rencontrer pour la première fois dans l'histoire, afin de mieux se connaître, échanger des expériences, découvrir des convergences. En juin, s'est tenu le premier Forum social nord-américain; fin août un autre forum s'est tenu au Québec, et ainsi de suite. Des initiatives similaires existent dans de nombreux pays, régions et continents. Il s'agit de pouvoir s'organiser effectivement comme espaces ouverts, incubateurs de nouvelles actions et de campagnes articulées à l'échelle mondiale pour dépasser la logique hégémonique mondiale qui postule l'empire de l'argent.

Propos recueillis par Sergio Ferrari, collaboration E-CHANGER Traduction H.P. Renk

CONFÉRENCE

CONFÉRENCE

CONFÉRENCE

CONFÉRENCE

Chico (Francisco) Whitaker, co-fondateur du Forum social mondial de Porto Alegre sera en Suisse cet automne! En collaboration avec l'ONG E-Changer, Pages de gauche profite de cette chance pour organiser à Lausanne une conférence publique avec Chico Whitaker intitulée *Mondialisation et altermondialisme : quels défis pour la solidarité internationale?* Elle aura lieu le jeudi 11 octobre à 20h au Buffet de la Gare de Lausanne (salle des vigneron). Cette conférence sera introduite par le Conseiller d'Etat Pierre-Yves Maillard et le Conseiller national Luc Recordon.

Femmes seules: que vogue la galère!

Alors que la capacité d'agir existe pour lutter contre la paupérisation des familles monoparentales, nos autorités fédérales tardent à trouver les moyens d'harmoniser dans toute la Suisse les pensions alimentaires alors qu'après un divorce, ce sont les femmes qui sont le plus souvent touchées par la pauvreté.

Elisabeth Wermelinger,
comité des Femmes
socialistes suisses

Dans une société idéale, les employeurs seraient compréhensifs, les horaires de travail flexibles, chaque enfant aurait une place gratuite à la crèche et les horaires scolaires seraient harmonisés. Ainsi être parent en solo ne serait pas plus difficile que d'être parents mariés, recomposés ou vivant en concubinage; après un divorce, quand la garde est partagée, elle le serait en toute harmonie et l'organisation de la famille deviendrait une véritable partie de plaisir! Malheureusement, dans la réalité, c'est une autre paire de

...Après un divorce, 10,3% des femmes vivent en dessous du seuil de pauvreté...

manches!

Après un divorce, 10,3% des femmes vivent en dessous du seuil de pauvreté. Les fem-

mes en situation monoparentale sont, avec les familles de plus de 3 enfants, la tranche de la population la plus frappée par le risque de pauvreté. Ce risque peut augmenter considérablement lorsqu'il y a eu une interruption de la carrière professionnelle ou du travail à temps partiel pendant la durée du mariage. Dans le couple, lorsque les deux partenaires travaillent, l'emploi de la femme représente généralement le revenu d'appoint. Et lorsqu'un seul des deux partenaires travaille, c'est le plus souvent la femme qui assume le travail domestique et l'éducation des enfants, parfois sans avoir un travail rémunéré.

DE LA SÉCURITÉ... AU DIVORCE

Ce déséquilibre dans l'autonomie financière entre les deux partenaires d'un couple devient un problème crucial après la séparation et le divorce. Car c'est en effet le parent «gardien» qui supporte le coût direct de toute la famille, notamment ceux des enfants (la nourriture, les vêtements ou les assurances) et le coût

indirect (les tâches familiales et l'éducation). Il s'agit en majorité de femmes qui doivent, pour parvenir à un meilleur équilibre financier après un divorce, renouer avec un métier qu'elles n'ont plus pratiqué pendant quelques années, remettre à jour leurs connaissances et reprendre confiance dans leur capacité à se gérer seule financièrement. Si le travail à temps partiel est un élément très pénalisant, les salaires féminins, inférieurs de 20 % à ceux des hommes contribuent à maintenir une inégalité de traitement entre les femmes et les hommes. Pour améliorer cette situation, des meilleures possibilités de garde pour les enfants (dans l'idéal une place gratuite pour chaque enfant dans une crèche), et la mise en place d'horaires scolaires harmonisés sont nécessaires rapidement.

Prenons pour exemple une mère avec deux enfants. Si, après un divorce, cette famille a un revenu insuffisant, elle devra certainement faire appel à l'aide sociale pour demander une avance sur les pensions alimentaires. Si l'ex-conjoint ne peut prendre en charge totalement ou en partie les pensions alimentaires, parce que son revenu ne permet pas de couvrir deux ménages, cette famille-là pourrait se retrouver rapidement en situation de pauvreté. Comme le règlement de la loi sur le recouvrement et les avances sur pensions alimentaires relève de la compétence des cantons, elle diffère grandement d'un canton à l'autre. Cela a pour conséquence que les limites et les montants maximum accordés pour ces avances ne sont pas du tout les mêmes d'un canton à l'autre; qu'il est tenu compte du revenu et de la fortune du concubin dans certaines régions et moins dans d'autres. Ces différences sont contraires au principe d'égalité inscrit dans la constitu-

tion fédérale. Alors que le nouveau droit du divorce (entré en vigueur en 2001) aménage enfin un droit indépendant de la notion de faute, ce sont des règlements cantonaux, par leurs disparités, qui sanctionnent le divorce et créent une inégalité de traitement injuste entre les personnes.

QUELLES SOLUTIONS?

Il est révoltant de constater combien les moyens de lutter contre la pauvreté des familles monoparentales sont freinés dans notre pays, alors que la gauche - le parti socialiste en particulier - à la volonté politique de mener cette lutte. Car des mesures concrètes existent; il suffit de vouloir les mettre en place. Il serait urgent; 1) de créer une réglementation des pensions alimentaires qui soit harmonisée dans toute la Suisse; 2) de pouvoir déduire fiscalement les frais de garde des enfants; 3) de permettre à tous les enfants de participer à une activité culturelle et sportive; 4) de fixer les rentes pour les enfants au minimum de la rente fixée pour les orphelins.

C'est dans ce sens que la gauche doit continuer à lutter pour améliorer les conditions de vie des familles monoparentales et pour l'égalité des chances de nos enfants!

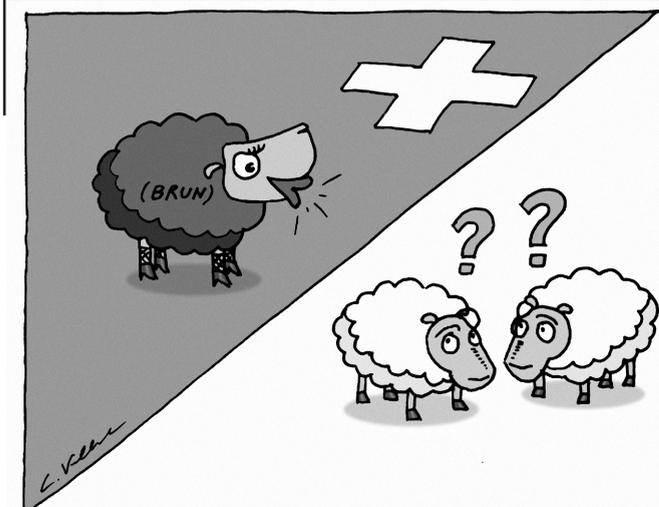
À LIRE

Enquête suisse sur la population, 2005 [ou 2006], Office fédéral de la statistique

Questions aux féminins, 1.2007, Le divorce mène-t-il tout droit à l'aide sociale?

La pauvreté des personnes en âge de travailler, Association des institutions romande et tessinoises d'action sociale (ARTIAS), dossier du mois de juin 2007

ELECTIONS: L'UDC DRAGUE LES SUISSES DE L'ÉTRANGER



Evacuation Rhino: Le prétexte pour une offensive idéologique

L'évacuation des squats de La Tour et de Rhino n'a pas été que la fin d'un projet utopiste intégrant la lutte contre la spéculation, un mode de vie communautaire et une production culturelle alternative. C'est aussi une volonté de la droite libérale de reprendre la main sur le plan idéologique et politique en matière de logement et de justice.

Carlo Sommaruga, ASLOCA, Conseiller national (GE)

Les déclarations des porte-étendards de cette droite des croisés de la propriété privée et du marché au détriment des besoins collectifs ne laissent planer aucun doute. La joie éclatante des milieux immobiliers au moment des événements comme le torse bombé du Procureur général radical lors de toutes ses apparitions publiques ne trompent pas. L'enjeu c'est bien de replacer la défense de la propriété privée et l'ordre libéral au centre de l'action politique et dans l'esprit de la majorité de la population, c'est-à-dire au sein même du peuple de locataires.

Les conditions des évacuations, les mises en scène antérieures et postérieures aux événements ainsi que les véhémentes diatribes libérales qui ont suivi montrent que tous les moyens sont bons pour les acteurs de cette affaire. L'action de l'Etat peut être fondée sur la ruse et chacun peut mentir ou dire des semi-vérités :

Les propriétaires affirment qu'ils produisent des logements sociaux, alors que les projets de logements HLM ou HCM là où ils existaient ont été abandonnés.

Cinq ans après leur location, les logements couteront au bas mot 2'500.- frs par mois pour un 5 pièces.

Le Conseiller d'Etat en charge du logement déclare fausement que ces grands logements seront destinés aux familles, alors que le bailleur n'est tenu à aucune contrainte. Il pourrait ainsi loger moins de gens que pendant la période d'occupation. Par exemple, des directeurs célibataires grassement payés de multinationales avec siège à Genève. Ce même magistrat a fondé sa décision d'évacuation de Rhino sur des raisons de sécurité quand bien même le magistrat précèdent dans une décision confirmée par les instances judiciaires avait rejeté cet argument et que l'état de fait ne s'était pas modifié.

Le Procureur général dans ses multiples déclarations souligne la nécessité sociale de libérer les lieux pour construire des logements alors qu'il s'agit seulement de les rénover. Plus grave, pour contourner la procédure d'évacuation telle que fixée par les Tribunaux et empêcher la reconnaissance par le Tribunal des baux et loyer d'un éventuel bail tacite pour les usagers du bâtiment Rhino, le premier magistrat judiciaire du Canton

s'active avec ruse et énergie qu'il n'a jamais déployée auparavant, notamment dans l'affaire du scandale de la Banque cantonale de Genève dont les conséquences financières pour le contribuable se chiffrent en milliards de francs.

Dans l'affaire Rhino, la droite libérale, les milieux immobiliers et leurs relais ont mené une campagne avec les mêmes ressorts que ceux utilisés par l'UDC pour les élections fédérales: stigmatisation d'un groupe social, condamnation du groupe, divisions du corps social, discréditation des défenseurs du logement social et plus généralement de la gauche.

DIVISER POUR MIEUX RÉGNER

Les squatters ont ainsi d'abord été qualifiés de profiteurs, voire même de vermine. Le journal du syndicat de la police a même laissé écrire que ceux-ci puaiement. Une fois la stigmatisation et l'isolement social opérés, les champions du libéralisme outrancier ont ensuite opposés les squatters aux locataires. Ceux qui ne payent rien (mais qui entretiennent les bâtiments) contre ceux qui payent ponctuellement leur loyer. Les locataires sont devenus soudainement les gentils, alors qu'ils sont régulièrement vilipendés par ces mêmes milieux.

pendés par ces mêmes milieux.

Aujourd'hui, l'offensive idéologique et politique se poursuit. Après les squatters ce sont les défenseurs des locataires qui sont attaqués avec une rare violence. La gauche est accusée de tous les maux du logement à Genève. Or, pour tenter de conquérir l'esprit du peuple de locataires que sont les habitants de Genève, on omet délibérément de signaler que c'est la droite qui a gouverné ce canton au cours des 50 dernières années sauf au Grand conseil pendant 4 ans et depuis 2 ans au Conseil d'Etat. Les contraintes légales sont dénoncées. Mais elles sont le résultat de votations populaires face aux abus des milieux immobiliers que la majorité bourgeoise refoule et n'a jamais combattus: opérations de démolition/reconstruction; congés-vente; transformations illégales de logements en bureaux; logement vides, etc.

Il est temps de rappeler qui sont les prédateurs en matière immobilière. Ce ne sont pas les quelques squatters. Mais ceux qui augmentent les loyers à la relocation, ceux qui font exploser le prix du terrain à bâtir comme à Meyrin et ceux qui délaissent le logement social pour le rendement immédiat.

Le PS zurichois passé au crible

Défaite électorale oblige, les responsables du parti socialiste zurichois ont lancé une vaste consultation auprès de leurs militant-e-s afin de connaître leur opinion sur la politique défendue par la direction.

Premier constat: sur les plus de 5'000 membres inscrits, seuls 750 ont répondu. Or, selon l'étude, il s'agit d'une bonne partie de militants actifs, voire très actifs.

CRITIQUES MUSCLÉES

Les principaux constats sont très révélateurs. Interrogé-e-s sur les caractéristiques positives attribuables au PS zurichois, les militant-e-s le disent assez bien organisé, ayant un bon engagement social et comptant de bonnes

têtes dans ses rangs. On l'estime également «moderne».

Or, ces quelques points positifs font pâle figure par rapport aux critiques musclées énoncées à l'égard de la direction. Le parti serait très lié au pouvoir et aux affaires («staatstragend»). Corollaire de ce constat, il serait très éloigné de la base, déconnecté de la réalité, lent, mou, trop timide. Le parti aurait aussi des déficiences «idéologiques» considérables. Enfin, un petit 51% des militant-

e-s estiment que le PS zurichois correspond à leurs attentes contre 33% qui ne se reconnaissant pas dans leurs dirigeants et un 16% d'indécis.

CHANGER DE CAP?

Jusqu'à présent, ces fortes critiques ne semblent pas avoir ébranlé outre mesure l'élite socialiste zurichoise. Ce ne sont en tout cas pas les récentes déclarations inadmissibles de la candidate au Conseil des Etats, Chantal Galladé,

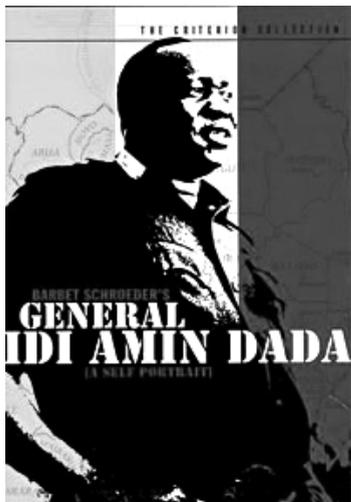
au sujet de l'emprisonnement de certains mineurs délinquants qui laissent présager un changement de cap bénéfique pour la gauche et le parti socialiste. Bien au contraire.

Faudra-t-il un second revers électoral pour que cette section qui jadis comptait parmi les plus militantes, puissantes et socialistes retrouve une ligne politique digne de ce nom sous l'impulsion de sa base ?

PhMii

Un voyage ubuesque et terrifiant

En 1974, la télévision française commande à divers réalisateurs un portrait d'une durée d'une heure ayant pour sujet un chef d'état encore en exercice. Barbet Schroeder, le futur réalisateur de « Barfly » et de « La vierge des tueurs », jette son dévolu sur le dictateur ougandais, Idi Amin Dada, alors au faite de son pouvoir.



Le parti pris de Schroeder est de donner au film l'aspect d'un autoportrait. Ce choix s'avérera décisif pour la réussite du film. En effet, au lieu de faire apparaître son personnage par le biais d'images d'archives cent fois rabachées, Schroeder « offre » son poste de réalisateur au despote laissant ce dernier être le maître d'œuvre-acteur d'une expérience sans précédent dans l'histoire du documentaire.

Ce qui frappe d'emblée c'est la bonhomie et la disponibilité dont fait preuve le tyran tout au long du film. Qu'il joue à l'accordéon l'une de ses calamiteuses compositions ou qu'il se déhanché avec une grâce balourde devant un parterre abasourdi et terrifié, Idi Amin se révèle être le personnage que même le plus délirant des scénaristes n'oserait imaginer.

Tour à tour naïf quand il évoque l'hypothétique amour que lui porte son peuple, déconcertant lorsque, pour haranguer la foule, il met en branle une armada de métaphores pugilistiques aussi drôles qu'incongrues, le tyran est de tous les plans, emportant le film sur des cimes vertigineuses où, selon une alchimie dont lui seul connaît le secret, la candeur la plus désarmante cohabite avec

la cruauté la plus inexcusable.

L'une des scènes qui résume le mieux l'esprit du film est la scène dite du cabinet des ministres. Cette séquence nous montre le chef d'état houspiller ses proches collaborateurs, passant, en un clin d'oeil, du paternalisme le plus risible à la colère la plus inquiétante.

Dans ce pur moment d'anthologie, Schroeder capte à merveille la peur des ministres tout en donnant à leur compulsive prise de notes des allures de rédactions testamentaires.

Rarement un cinéaste aura su à ce point approcher la personnalité d'un dictateur avant que la légende ne s'en empare. Rarement on aura pu donner un visage aussi désarmant et enfantin à l'homme qui, rappelons le,

extermina 300'000 opposants et mena son pays à la banqueroute en à peine huit ans de règne.

Proposé dans une superbe copie restaurée sous les auspices du réalisateur lui-même et agrémenté d'une passionnante interview de ce dernier, « Général Idi Amin Dada » est une expérience unique dans les arcanes du pouvoir, un voyage ubuesque et terrifiant.

Marc Olivetta

A VOIR

General Idi Amin Dada (a self portrait)

De Barbet Schroeder, 1974.90 minutes. Couleur. Mono. Zone un. Langue : anglais. Sous-titre : anglais

Disponible en import américain dans la collection Criterion

Dans les revues...

Le numéro 52 de la revue *Widerspruch* vient de paraître; il contient un dossier qui permettra d'approfondir le dernier numéro de *Pages de gauche* sur la classe ouvrière (PdG 58) puisqu'il porte sur les inégalités et l'exclusion.

En introduction, un article d'Elmar Altvater attire l'attention sur les inégalités croissantes à l'échelle mondiale et montre comment cette thématique est sournoisement évacuée de l'agenda politique international. Diverses

contributions mettent en lumière la disparition de la notion de « classe » dans la recherche actuelle en sciences sociales, au profit de concepts moins « chargés idéologiquement » mais donc aussi moins politiques. Pour le cas suisse, trois papiers méritent qu'on s'y attarde. D'abord un article de Daniel Oesch qui compare la structure sociale de la Suisse avec celle de l'Allemagne, en se basant sur un modèle en huit classes sociales. On y voit que, par exemple, les choix politiques sont encore largement attribuables à des positions sociales. Willy Eberle et Hans Schäppi sont plus radicaux. Se basant sur l'évolution des salaires et de la productivité en Suisse, ils montrent que les salarié-e-s forment une classe partageant un intérêt commun, et qu'il appartient aux organisations syndicales de promouvoir cette conscience de classe, afin de se battre effectivement contre la politique bourgeoise. Pour Vasco Pedrina et Hans Hartmann enfin, le passage d'une société industrielle à une société de services

n'a pas conduit à une disparition des moyens traditionnels de lutte. Au contraire, se basant sur des statistiques d'UNIA, ils soulignent qu'en Suisse les grèves connaissent une résurgence, ainsi que d'autres formes nouvelles d'actions collectives.

Signalons enfin la dernière livraison de l'organe théorique du parti socialiste suisse, la *Rote Revue* (2007/2), qui propose un dossier sur le capitalisme et l'écologie. L'article le plus intéressant est l'interview du spécialiste de la politique énergétique Conrad U. Brunner portant notamment sur l'efficacité énergétique. Le reste est plus décevant.

Romain Felli

Une version complète de cet article se trouve sur notre site web : www.pagesdegauche.ch

GE: ZAPPELLI JOUE LES DERNIÈRES NOTES DE RHINO



«C'est cette colère qui m'a fait m'engager dans l'action politique»

Conseillère nationale sortante, Marlyse Dormond ne se représentera pas lors des prochaines élections fédérales. Elle nous livre quelques unes de ses réflexions sur le sens qu'elle donne à ses engagements et sur les luttes futures qui se dessinent. Entretien.

Avec le recul des nombreuses années d'activité militante et parlementaire, que signifie pour toi, aujourd'hui, l'engagement socialiste?

Mon engagement socialiste est le même que lors de mon entrée au parti en 1975 ; l'idéal de société qui a motivé mon adhésion n'a pas changé. Très tôt révoltée par l'injustice, c'est cette colère qui m'a fait m'engager dans l'action politique. Enfant, j'enrageais déjà quand je devais essuyer la vaisselle sous prétexte que j'étais une fille, alors que mes frères pouvaient jouer avec des copains parce qu'ils étaient des garçons. Je râlais contre ce que j'estimais être des privilèges injustifiés et cela m'a valu quelques claques de la part de ma mère qui déclarait que c'était le rôle des filles, donc plus tard des femmes, de

...nous avons besoin de la signature de notre mari pour retirer de l'argent sur notre compte bancaire...

faire ces tâches ménagères. Je devais déjà être féministe sans le savoir. Lors de mon premier mariage, en 1970, j'ai vécu la situation des femmes mariées à cette époque. Je voudrais rappeler à certaines jeunes femmes, qui estiment que « féminisme » est un gros mot, que nous avons besoin de la signature de notre mari pour retirer de l'argent sur notre compte bancaire, y compris pour l'épargne réalisée avant le mariage. Nos maris pouvaient légalement nous interdire de travailler en dehors du ménage et j'ai connu une femme qui a vécu cela. Ce sont deux exemples de l'infantilisation des femmes, il y a un peu plus de trente ans, en Suisse. Les études ou la for-

mation professionnelle n'étaient pas aussi facilement accessibles qu'aujourd'hui et certaines professions restaient réservées aux hommes. Nous avons obtenu le droit de vote en 1971 seulement. Si l'égalité a fait du chemin, c'est fragile et il y a encore du boulot.

Dans quelles circonstances as-tu adhéré au PS ?

J'ai adhéré au parti socialiste lors du lancement de l'initiative pour les 40 heures. Et là, on constate que cela ne va pas vite, les 40 heures n'étant même pas encore en vigueur dans toutes les administrations publiques et à ce titre le canton de Vaud n'est pas un bon exemple. J'ai été membre de la section de Pully, puis successivement secrétaire des sections d'Aigle, de Roche, présidente de la régionale d'Aigle - Pays-d'Enhaut, membre du comité directeur du PSV 85-99, vice-présidente cantonale 89-91, présidente 91-95, membre du comité central du PSS 91-2000, coprésidente dès 94. Venue à Lausanne, j'ai été élue au conseil communal en 89, au Grand conseil en 94 et au conseil national en 99.

Mon engagement dans et à l'externe du PS a toujours été motivé par la lutte contre l'injustice et les inégalités sociales. Je viens d'un milieu modeste, mes grands-parents étaient de cette génération qui a vécu 2 guerres et qui a eu le courage de voter l'AVS pour les générations futures. Ils savaient qu'ils n'en profiteraient pas beaucoup mais ils l'ont fait pour leurs descendants, pour que notre vie soit meilleure que la leur. Ce n'étaient pas de petits comptables, c'étaient des bâtisseurs. Nous leur devons de défendre ces acquis. Dans ce combat, rien n'est gagné tout doit

toujours être défendu et il reste beaucoup de lacunes à combler. Celles et ceux qui reprendront le flambeau ont du boulot.

Dans le débat d'orientation au sein de la gauche, quel doit être le rôle du parti socialiste et quelle lecture fais-tu de la place du PSS dans le contexte actuel?

A mes yeux le parti socialiste doit rester le plus grand parti de gauche. Il doit être clair dans ses positions et ses déclarations. Rien n'est plus négatif qu'un message brouillon que personne ne comprend. Je suis persuadée que même membre d'un exécutif, communal, cantonal ou fédéral, il est possible de communiquer clairement ses positions, c'est souvent une question de courage. Je trouve que Pierre-Yves Maillard le fait de manière remarquable. Personne ne doute de ses convictions socialistes et du fait que sa politique est en harmonie avec ses déclarations. C'est, pour moi, un exemple à suivre pour les socialistes qui visent des exécutifs. Cela dit, le parti socialiste ne doit pas être soumis aux obligations de ses représentants aux exécutifs. Si on peut comprendre que ceux-ci sont parfois « mal pris aux entourures », il appartient au parti socialiste (sur les trois niveaux) de dire franchement sa position. Dans le cas contraire, il devient prisonnier de sa participation à l'exécutif et court le risque de ne plus exister à terme. C'est un exercice parfois difficile qui doit se faire en toute transparence avec les membres aux exécutifs, mais il est vital.

Parmi les figures de la gauche socialiste, lesquelles t'ont marquée et lesquelles

devrait-on imiter ou relire aujourd'hui?

Spontanément Hans-Peter Tschudi pour son sens élevé de l'Etat dans ce qu'il a de plus noble. J'ai un immense respect pour son travail. Il a toujours défendu une société solidaire en mettant en œuvre des réformes sociales destinées à ne laisser personne sur le bord du chemin de la prospérité. Il n'a jamais voulu un peuple d'assistés, mais a toujours travaillé pour le respect de la dignité de chacun. Jusqu'à son dernier souffle, il a combattu les inégalités sociales et son dernier combat a été de nous appuyer à fond pour l'initiative COSA. J'ai aussi le plus profond respect pour Pierre Graber que j'ai rencontré à plusieurs reprises, avec toujours le même plaisir. C'était également un homme avec un sens élevé de l'Etat. La manière dont il avait géré la crise de Zarqa où des terroristes palestiniens avaient détourné des avions Swissair m'avait impressionnée. J'ai souvent trouvé qu'il était bien durement jugé par certains camarades qui, hormis de belles paroles, n'en avaient pas fait autant que lui pour le parti. Encore trois personnes avec lesquelles j'ai eu le privilège de travailler lorsque j'étais présidente du PSV, Jean-Daniel Cruchaud, alors municipal à Lausanne, Daniel Schmutz, conseiller d'Etat, et Yvette Jaggi, syndique de Lausanne, conseillère nationale puis aux Etats. Ils m'ont apporté leur appui avec une loyauté sans faille. Nous avons travaillé main dans la main et même les divergences que nous avons pu avoir n'ont jamais entamé notre amitié.

*Propos recueillis par
Rebecca Ruiz*

George Orwell

«Nous avons fait partie d'une communauté [les milices républicaines pendant la guerre d'Espagne] où l'espoir était plus normal que l'indifférence et le scepticisme, où le mot «camarade» signifiait camaraderie et non, comme dans la plupart des pays, connivence pour faire des blagues. Nous avons respiré l'air de l'égalité. Je n'ignore pas qu'il est de mode, aujourd'hui, de nier que le socialisme ait rien à voir avec l'égalité. Dans tous les pays du monde une immense tribu d'écrivassiers de parti et de petits professeurs d'Université papelards sont occupés à «prouver» que le socialisme ne signifie rien de plus qu'un capitalisme d'Etat plus planifié et qui conserve entièrement sa place comme mobile à la rapacité. Mais heureusement il existe aussi une façon d'imaginer le socialisme tout à fait différente de celle-là. Ce qui attire le commun des hommes au socialisme, ce qui fait qu'ils sont disposés à risquer leur peau pour lui, la «mystique» du socialisme, c'est l'idée d'égalité; pour l'immense majorité des gens, le socialisme signifie une société sans classe, ou il ne signifie rien du tout. Et c'est à cet égard que ces quelques mois passés dans les milices ont été pour moi d'un grand prix. Car les milices espagnoles, tant qu'elles existèrent, furent une sorte de microcosme d'une société sans classes.» *Homage à la Catalogne*, éd. 10-18, p. 110



George Orwell (1903-1950) est un jeune écrivain et journaliste lorsqu'il s'engage dans les rangs des milices trotskistes du POUM espagnol. De cette expérience, notamment, il puisera la substance d'ouvrages tels que 1984.

P.P.

CH-1450 Sainte-Croix

Pages de gauche
Mensuel d'opinions socialistes

Paroles contradictoires

«Les tendances les plus récentes du gouvernement et de l'administration à s'ingérer dans les campagnes de votation sont extrêmement problématiques et doivent être résolument combattues. (...) Il ne faut en aucun cas tolérer de telles tendances dangereuses et s'y opposer résolument dans l'intérêt d'un état libéral où règne la démocratie directe.» (Ch. Blocher, 2000, *La liberté plutôt que le socialisme. Appels aux socialistes de tous les partis*)

«L'alliance entre un dirigeant charismatique et un peuple manipulé par lui est étrangère à notre conception de la politique; c'est celle des dictatures. (...) Oui, je crois que l'attitude de Christoph Blocher est dangereuse pour notre démocratie. J'ose croire que les comportements comme du dimanche soir des votations (lorsque Blocher a refusé de commenter le refus populaire des naturalisations facilitées) ne seront que passagers. Mais, si un parti important adopte la même attitude, nous devons la combattre. (...) Oui, l'UDC joue de plus en plus fortement avec les émotions du peuple. Elle considère le peuple comme une masse manipulable.» (Pascal Couchepin, *NZZ am Sonntag*, Octobre

2004, cité dans A. Berset et C. Levrat, 2007, *Changer d'ère. Pour un nouveau contrat gouvernemental*, p. 38).

«A neuf reprises, Christoph Blocher a rompu la collégialité de manière brutale, réduisant parfois ce principe qui est à la base de l'exécutif suisse en fine poudre. Quatre fois, il a ignoré des règles explicites ou implicites du Conseil fédéral, allant jusqu'à la trahison d'une décision confidentielle dans l'affaire Swisscom. Quatre fois, il a manqué de respect au parlement dans des affaires qui vont de la manipulation au mensonge, et dont certaines ont fait l'objet de rapports acides des commissions chargées de statuer. Trois fois, il a violé le principe de séparation des pouvoirs. Trois fois, il a remis en cause le droit supérieur ou des instances internationales. Deux fois, il a dénigré l'ordre juridique suisse. Deux fois, il s'est attribué un autre département que le sien. Une fois, il a contesté la liberté des médias, en tentant d'empêcher la diffusion d'une émission de télévision.» (François Chérix, *Le Temps*, 26.10.2006).

agenda

Du 18 septembre au 31 octobre

Exposition «Le fleuve muré».

Exposition sur la construction du barrage des Trois Gorges – Photographies de Pierre Montavon.
Bibliothèque de la Cité, Genève

18 septembre

Manifestation de solidarité citoyenne contre l'UDC.

17h30, Place de la Palud

22 septembre

Grande manifestation nationale des ouvriers du bâtiment.

13h00, Zürich. Pour s'y rendre avec les trains spéciaux d'UNIA, www.unia.ch

7 octobre

Morat-Fribourg: action Pékin 2008.

Coureurs et coureuses: soutenez Amnesty International en portant le dossard «Pékin 2008: un podium pour les droits humains».